

COMMENT GÉRER NOS TERRES ?

Ce que l'on peut appeler « l'affaire Daewoo » s'est achevé sur une reculade générale des deux protagonistes. Rappelons les faits. Le 18 novembre, le *Financial Times*, journal de référence des milieux d'affaires internationaux, révélait que Madagascar s'était engagé à mettre en location 1,3 million d'hectares de terres cultivables (soit la moitié de la surface cultivable du pays). Deux jours plus tard, le 20 novembre, ce même journal développait son information : « Daewoo Logistics of South Korea disait qu'il s'attendait à ne rien payer pour cultiver du maïs et de l'huile de palme sur une partie de Madagascar qui correspond à la moitié de la superficie de la Belgique ». Le *Monde* y consacra une demi-page dans son édition datée du 21. La nouvelle, qui connut un fort retentissement à travers le monde, fut unanimement interprétée comme un nouvel avatar colonial dépouillant la Grande Ile de l'une de ses principales richesses naturelles, avec la complicité de ses gouvernants. Dans la Grande Île, elle fit pour l'opinion publique l'effet d'un coup de tonnerre...

Le 21 novembre à 14 h 21, le site *jdd.fr* annonçait que « les autorités malgaches ont nié être parvenues à un accord avec le géant sud-coréen Daewoo Logistics sur la location de plus d'un million d'hectares de terres agricoles sur la Grande Ile ». Et le quotidien *L'Express de Madagascar* fait savoir le lendemain 22 que, pour la représentation malgache de la compagnie Daewoo Logistics corporation (DWL), « un tel contrat n'a jamais existé jusqu'à aujourd'hui et que seule la prospection technique a été effectuée ». Pourtant, *La Gazette de la Grande Île* du 25 novembre mentionnait une demande d'acquisition de 336.200 hectares de terrains domaniaux dans la région de Maintirano, au profit d'une société dénommée « Madagascar Futur Entreprises (MFE) », domiciliée à la Villa Assist (2^{ème} étage) à Ivandry-Antananarivo - qui est l'adresse de l'antenne de Daewoo Logistics Corp à Madagascar. Le même quotidien faisait mention de demandes de 94.182 ha dans le district de Brickaville, et de 33.767 ha dans celui de Toamasina.

La souveraineté économique

Les démentis officiels n'ont cependant pas levé toutes les appréhensions. Vraies ou fausses informations, des leçons doivent être tirées de l'affaire Daewoo. La première leçon à en tirer est, une fois de plus, le manque de transparence pour des opérations qui engagent les ressources naturelles du pays. La prétendue gratuité du bail de 99 ans ou même une éventuelle contrepartie sous forme d'infrastructures ne fait qu'aviver les soupçons d'existence de contreparties secrètes au profit d'intérêts particuliers et au détriment de la collectivité nationale. Ne pas informer et consulter la société

civile, les élus et la plupart des responsables exécutifs traduit un grave dysfonctionnement de la gouvernance du pays. Le SeFaFi s'en était déjà inquiété à propos des contrats miniers¹. Cette nouvelle alerte rend plus urgente que jamais la totale transparence des contrats signés par l'Etat et impose un devoir de vigilance.

Une seconde réflexion amène à ce que l'on appelle la souveraineté nationale et plus précisément la souveraineté économique. La terre en est l'un des éléments. A ce titre, il n'est pas acceptable qu'elle soit aliénée à d'autres, sous quelque prétexte que ce soit, ou que s'instaure un partenariat gagnant/perdant. Il revient aux pouvoirs publics de permettre aux nationaux de mettre en valeur le potentiel agricole de leurs terres, et de vendre les produits récoltés à ceux qui souhaiteraient en acquérir. Mais il ne faut pas oublier que la mise en valeur d'un potentiel implique la maîtrise de toutes les étapes de la production à la transformation. Valoriser les terres arables, c'est d'abord produire et ensuite transformer ou conditionner les céréales, le sucre, les fruits, la viande, etc. ; c'est, enfin, vendre des produits finis qui ont intégré la valeur ajoutée de leur transformation et créé des emplois pour la population active. Il est inconcevable qu'en plein XXI^{ème} siècle, certains projets prennent la forme d'une économie de traite du XIX^{ème} siècle.

Il revient aujourd'hui aux gouvernants de mettre en œuvre des politiques de modernisation de l'agriculture, de sorte que leur pays n'ait pas à importer sa nourriture, et encore moins à faire travailler ses terres avec de la main d'œuvre et des capitaux venus d'ailleurs ! Cette politique intègre, au nom de la souveraineté économique, une part de protectionnisme. Elle est celle de tous les pays riches, en dépit de leurs proclamations libérales : les Etats-Unis et l'Europe subventionnent très fortement leur agriculture nationale, en dépit des règles de l'OMC qu'ils prétendent imposer au reste du monde.

Quelle stratégie agricole à Madagascar ?

Pour autant, invoquer la souveraineté nationale ne suffit pas pour faire une politique intelligente. Cela est tout particulièrement vrai pour le monde rural, qui a été délaissé par les régimes successifs depuis l'indépendance – à l'exception peut-être de ce qu'aurait pu faire l'éphémère pouvoir du colonel Ratsimandrava. Si des dirigeants peuvent envisager sans frémir d'aliéner la moitié des terres cultivables de leur propre pays, cela prouve qu'ils n'ont aucune idée sur ce qu'il convient d'en faire, ou que leurs objectifs sont purement marchands, au service d'intérêts particuliers : dans les deux cas, cela signifie qu'ils n'ont aucune considération pour les paysans malgaches. Les décisions prises ces derniers temps² tendent à prouver que le pouvoir a fait le choix de ce qu'il est convenu

¹ Voir notre communiqué du 9 juin 2008 : « *Des ressources minières au profit de qui ?* »

² Quelques exemples peuvent être cités :

- le « ranching », dont le premier modèle vient d'être inauguré à Zazafotsy, Ihorombe (246 millions Ariary pour la première phase), n'a vraiment convaincu personne et surtout pas les éleveurs malgaches.
- Le « remembrement forcé » des terres exploitées par les paysans, qui a été envisagé à Ambohibary, Vakinankaratra, a provoqué la révolte des paysans ; ou encore, avec d'autres modalités, ce qui se passe à Vohidiala, dans la plaine de l'Alaotra.
- L'accaparement des terres pastorales traditionnelles pour en faire des exploitations agricoles industrielles, du côté de Vasiana, Mandoto, Vakinankaratra (quelques milliers d'hectares), sans concertation avec les pasteurs Bara présents depuis des générations.
- Et, bien entendu, ce « projet Daewoo »...

d'appeler l' « agrobusiness » - qui consiste à traiter l'agriculture comme une entreprise industrielle ou commerciale, avec les machines et les techniques les plus perfectionnées, et qui fonctionne avec une main-d'oeuvre peu nombreuse mais très spécialisée, et beaucoup de capitaux. C'est le choix d'une agriculture avec des moyens que Madagascar n'a pas, en négligeant ce qu'il a, sa population paysanne et son travail³. D'où la préférence affichée pour les ranchs d'élevage modernes et pour les vaches laitières sélectionnées, pour les élevages industriels de volailles engraisées à la provende, pour la culture mécanisée consommatrice d'engrais, de pesticides et d'autres intrants. Un choix paradoxal, qui est aujourd'hui contesté dans les pays industrialisés en raison de son impact environnemental négatif, son coût excessif et la faible qualité de ses produits.

Une stratégie de développement rural, et de développement tout court, ne peut pas ne pas tenir compte des millions de paysans de la Grande Île, qui constituent plus de 70% de sa population. Ceux-ci, il est vrai, sont souvent réticents à faire évoluer leurs techniques culturelles, pour des raisons multiples qui relèvent plus de la logique du « moindre risque » dans un monde à forte précarité et de l'attachement au mode de vie traditionnel, que du simple refus de changer. En toute hypothèse, marginaliser le paysannat malgache serait suicidaire pour l'ensemble de la société, car cela provoquerait un exode rural plus rapide et plus massif. Les évolutions paysannes sont toujours lentes. Il faut s'accommoder de cette lenteur et élaborer des stratégies de modernisation progressive qui permettent aux paysans d'améliorer leurs conditions de vie dans les domaines prioritaires que sont l'accès aux biens de première nécessité, la santé, la sécurité et l'éducation des enfants. Car le monde rural malgache doit faire sa mutation, y compris sur le plan agraire. Cette mutation se fera avec et pour les paysans malgaches, ou ne se fera pas. Une réforme agraire intelligente, menée avec patience, basée sur l'actuelle « Politique Nationale Foncière » qui associe les premiers concernés, pourrait effectivement aboutir à un niveau de remembrement correct. Il faudra y associer une politique rénovée de migrations, en s'inspirant de ce que font quelques ONG⁴.

Si l'objectif est bien de donner à l'ensemble du monde rural les moyens de gérer son propre avenir, les opérations ponctuelles de fermes pilotes ou d'élevages modèles, gérées par des groupes étrangers soucieux des paysans malgaches et donc respectueux d'une véritable démarche sociétale, seront les bienvenues. Sans empiéter sur les terres des paysans ni aliéner le patrimoine national, elles pourraient devenir un facteur d'entraînement et préfigurer ainsi l'agriculture malgache de demain, ce qui favorisera la prospérité du pays tout entier. S'il en est ainsi, la mise en échec du projet Daewoo aura été une opération salutaire pour Madagascar.

Antananarivo, 8 décembre 2008

³ Un document de travail officiel du séminaire sur l'intégration régionale de Madagascar, concernant le « plan de développement de l'agri business et du développement de la production à Madagascar », notait en juin 2006 : « *Les petits agriculteurs vivant actuellement en autosubsistance, seront [d'autre part] l'objet de diverses actions à caractère social et de formation pour permettre à leurs enfants d'occuper des emplois extra-agricoles et de libérer des terres* » (C'est nous qui soulignons).

⁴ Madagascar avait une « politique de migration » confiée à une « direction ministérielle », dont il ne reste pratiquement rien. Est-ce un choix délibéré des dirigeants ? Ce choix mériterait d'être plus largement débattu.